**DWS Investment GmbH
60612 Francfort-sur-le-Main**

Aux porteurs de parts du fonds d'OPCVM

DWS Artificial Intelligence (ISIN : DE0008474149)

Nous envisageons de procéder aux modifications suivantes des Conditions spécifiques de placement avec l'autorisation de l'autorité allemande de surveillance financière (BaFin) pour le fonds commun de placement OPCVM susmentionné.

Le fonds OPCVM susmentionné est un fonds nourricier au sens de l'article 1, paragraphe 19, point 11, du KAGB ("fonds nourricier"). Le fonds maître au sens de l'article 1, alinéa 19, point 12 du KAGB est le fonds DWS Invest Artificial Intelligence géré par la société DWS Investment S.A. (« fonds maître »). Suite à la mise à jour de la méthodologie d'évaluation ESG pour le fonds maître, les approches d'évaluation ESG dans les Conditions spécifiques de placement, ainsi que les informations précontractuelles pour le fonds commun de placement OPCVM susmentionné sont adaptées. La société continue à promouvoir de manière inchangée des caractéristiques environnementales et sociales ou une combinaison de ces caractéristiques et à faire rapport pour le fonds nourricier conformément à l'article 8, paragraphe 1, du règlement relatif à la communication d'informations, sans pour autant appliquer une stratégie d'investissement ESG et/ou durable explicite.

En outre, quelques adaptations rédactionnelles sont effectuées.

Les approches d'évaluation ESG de l'article 28 des Conditions spécifiques de placement seront à l'avenir formulées comme suit :

"§ 28 Limites et restrictions de placement

1. (...)

Au moins 51 % de la valeur du fonds maître seront investis dans des actifs présentant des caractéristiques environnementales et sociales par le biais d'une prise en compte générale des critères ESG (ESG pour Environmental, Social and Governance (en français correspondant à environnemental, social et gouvernance)).

La gestion de portefeuille du fonds maître vise à atteindre les caractéristiques environnementales et sociales annoncées en évaluant les investissements potentiels, indépendamment de leurs perspectives de réussite économique, à l'aide d'une méthodologie d'évaluation ESG propre à l'entreprise et en appliquant des critères d'exclusion sur cette base.

La méthodologie d'évaluation ESG repose sur un programme de traitement des données qui utilise les données d'un ou plusieurs fournisseurs de données ESG, des sources publiques et/ou des évaluations internes afin de déterminer des évaluations globales dérivées.

Le programme de traitement des données utilise différentes approches d'évaluation et/ou des seuils de chiffre d'affaires pour déterminer si les actifs peuvent être utilisés pour répondre à des caractéristiques environnementales ou sociales et si les entreprises dans lesquelles l'investissement est réalisé appliquent des pratiques de bonne gouvernance. Dans certaines approches d'évaluation, les émetteurs reçoivent chacun l'une des six notes possibles sur une échelle de lettres allant de « A » (note la plus élevée) à « F » (note la plus basse).

Le programme de traitement des données utilise entre autres :

Évaluation des controverses sur les normes

L'évaluation des controverses sur les normes consiste à évaluer le comportement des entreprises quant au respect des normes internationales généralement reconnues et des principes de conduite responsable des affaires, notamment en rapport avec les principes du Pacte mondial des Nations unies, les

principes directeurs des Nations unies, les normes de l'Organisation internationale du travail et les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

Les entreprises qui ont une évaluation de F dans l'approche d'évaluation des controverses sur les normes sont exclues.

Statut de Freedom House

Freedom House est une organisation non gouvernementale internationale qui classe les pays en fonction de leur degré de liberté politique et de leurs droits civils. Sur la base du statut Freedom House, les États considérés comme « non libres » sont exclus.

Évaluation de l'exclusion des secteurs controversés

Les entreprises actives dans certains secteurs économiques et participant à des activités commerciales dans des domaines controversés (« secteurs controversés ») sont exclues comme suit, en fonction de la part du chiffre d'affaires total qu'elles réalisent dans les secteurs controversés :

- Production et / ou distribution d'armes de poing ou de munitions civiles : 5 % ou plus,
- Fabrication de produits dérivés du tabac : 5 % ou plus,
- Exploitation des sables bitumineux : 5 % ou plus,
- Les entreprises dont 25 % ou plus du chiffre d'affaires provient de l'extraction de charbon thermique et de la production d'énergie à base de charbon, ainsi que les entreprises ayant des projets d'expansion dans le domaine du charbon thermique, telles que l'extraction, la production ou l'utilisation supplémentaire de charbon. Les entreprises ayant des projets d'expansion dans le domaine du charbon pour centrales électriques sont exclues sur la base d'une méthode d'identification interne. Dans des circonstances exceptionnelles, telles que des mesures imposées par un gouvernement pour faire face à des défis dans le secteur de l'énergie, la société peut décider de suspendre temporairement l'application des exclusions liées au charbon à certaines entreprises ou régions géographiques.

Évaluation de l'exclusion portant sur les « armes controversées »

Les entreprises sont exclues si elles sont identifiées comme étant impliquées dans la production ou la distribution d'armes controversées ou de composants clés d'armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions et/ou armes chimiques et biologiques). En outre, les rapports de participation au sein d'une structure de groupe peuvent être pris en compte en matière d'exclusion.

Évaluation des obligations avec utilisation du produit

Un placement en obligations avec affectation du produit n'est autorisé que si des conditions particulières sont remplies. À cet effet, la conformité de l'obligation avec les normes Climate Bonds Standards, des normes sectorielles comparables telles que les principes ICMA (International Capital Market Association) applicables aux obligations vertes (Green Bonds), aux obligations sociales (Social Bonds) ou aux obligations durables (Sustainability Bonds) ou les normes EU Green Bond Standards est vérifiée ou l'on vérifie si les obligations ont fait l'objet d'un contrôle indépendant et si les émetteurs ont été soumis à un contrôle.

Évaluation des parts d'investissement

Les parts d'investissement sont évaluées en tenant compte des investissements au sein des fonds cibles conformément à l'évaluation des controverses sur les normes et à l'évaluation d'exclusion pour les « armes controversées ». Les fonds cibles peuvent être investis dans des actifs qui ne sont pas conformes aux critères ESG applicables aux émetteurs.

Les produits dérivés et les avoirs bancaires ne sont pas évalués au moyen de la méthodologie d'évaluation ESG.

Jusqu'à 49 % de la valeur du fonds maître peuvent être investis dans des éléments d'actifs qui ne sont pas évalués par la méthodologie d'évaluation ESG ou pour lesquels il n'existe pas de couverture complète des données ESG.

Toutefois, une couverture complète des données ESG est nécessaire pour évaluer les entreprises au regard des pratiques de bonne gouvernance.

Dans le cadre du placement du fonds maître dans des actifs décrits ci-dessus et conformes aux critères ESG, au moins 10 % de la valeur du fonds maître sont investis dans des placements durables tels que définis à l'article 2, paragraphe 17, du règlement sur la publication d'informations.

Grâce à l'investissement du fonds nourricier dans le fonds maître, au moins 8 % de la valeur du fonds nourricier sont investis dans des investissements durables tels que définis à l'article 2, paragraphe 17, du règlement sur la publication d'informations.

La gestion de portefeuille du fonds maître tient compte, par le biais de la stratégie d'exclusion des actifs du fonds maître, des principaux effets négatifs suivants sur les facteurs de durabilité, qui sont également pris en compte pour le fonds nourricier par le biais de l'investissement du fonds nourricier dans le fonds maître :

- Engagement dans des entreprises actives dans le domaine des combustibles fossiles ;
- les violations des principes du Pacte mondial des Nations unies et des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ; et
- Engagement dans des armes controversées. (...).“

Les modifications apportées aux Conditions spécifiques de placement pour le fonds commun de placement OPCVM entreront en vigueur le 16 mai 2025.

Dans la mesure où les porteurs de parts ne sont pas d'accord avec les modifications apportées aux Conditions spécifiques de placement, ils peuvent racheter leurs parts du fonds commun de placement OPCVM sans frais. Veuillez vous adresser à ce sujet à votre organisme dépositaire.

Les conditions contractuelles en vigueur, le prospectus de vente ainsi que la fiche d'information de base peuvent être obtenus gratuitement auprès de la société DWS Investment GmbH et consultés en ligne sur le site www.dws.de. Le prospectus de vente actuel, la fiche d'information de base ainsi que les rapports annuels et semestriels et autres documents de vente relatifs au fonds maître sont disponibles auprès de DWS Investment S.A. et sur le site www.dws.com/fundinformation.

Francfort-sur-le-Main, mai 2025

La direction